Bulletin des Négociations de la Terre

CRIC 7 #7

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En Ligne sur http://www.iisd.ca/desert/cric7/

Vol. 4 No. 215 Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD) Mercredi 12 novembre 2008

LES FAITS MARQUANTS DES CRIC 7 ET CST S-1: MARDI 11 NOVEMBRE 2008

La CRIC 7 a examiné les programmes biennaux du CRIC et du CST, la structure des futures réunions du CRIC et la contribution de la CST S-1 au CRIC. Un groupe de contact s'est réuni dans l'après-midi et dans la soirée pour examiner les programmes de travail des organes de la Convention

COMITE CHARGE DE L'EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

EXAMEN DES PLANS DE TRAVAIL DES ORGANES DE LA CONVENTION: Les parties ont poursuivi leurs discussions, commencées le lundi 10 novembre, sur les plans de travail du CRIC et du CST. Le Tchad, au nom du GROUPE AFRICAIN, a mis en exergue la complémentarité opérationnelle entre les plans de travail des organes de la Convention. Les ETATS-UNIS ont appelé à l'élaboration d'indicateurs appropriés et quantifiables pour les Objectifs opérationnels et ont précisé que la différence entre lignes de base et points de référence devrait être éclaircie. Myanmar, au nom du GROUPE ASIATIQUE, a suggéré de faire en sorte que les aspects techniques des plans de travail soient plus compréhensibles.

L'Ukraine, au nom de l'ECE, a souligné l'importance des correspondants scientifiques, des indicateurs et des lignes de base. Le G-77/CHINE a fait remarquer que le financement des plans de travail et de leur mise en application n'est pas encore clair. Le Chili, au nom du GRULAC, a déclaré que le CST a besoin de contributions régionales, comme celles émanant des mécanismes et réunions de coordination régionales, et a encouragé l'intégration d'activités de dimension régionales dans les budgets réguliers du Secrétariat et du MM. Le YEMEN a mis l'accent sur le renforcement des réseaux régionaux et a posé la question de savoir si les communications avec les pays qui ne se sont pas mis en phase avec les nouvelles lignes directrices régissant l'élaboration des rapports, continuerait. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que les organisations spécialisées dans les domaines de la désertification et de l'érosion des sols devaient participer à l'évaluation des données biophysiques.

Le CHILI a suggéré d'analyser les obstacles rencontrés par les pays dans la mise en œuvre du programme de travail du CRIC et a déclaré que les OSC devraient se mettre en conformité avec les lignes directrices régissant la communication des données RBM. Le BANGLADESH a proposé que le CST se réunisse au moins deux fois par an, et a suggéré de classer les pays plutôt en fonction de leur vulnérabilité que de leur annexe régionale. L'UE a souligné le besoin d'harmoniser les plans de travail du CST et du CRIC. La CHINE a fait observer que le rôle de la science et de la technologie dans l'établissement des synergies entre les conventions de Rio a été négligé, et a appelé à davantage de formation dans les domaines de la science et de la technologie. La ZAMBIE a mis en relief les interactions entre le CST et les organes pertinents des conventions de Rio.

Le président du CST, Dar, a indiqué que les activités prioritaires, au titre de 2008-2009, impliquent des indicateurs d'impact, pour lesquels un soutien de la part des correspondants scientifiques et technologiques est requis. Il a fait état du besoin de mobiliser le soutien des institutions scientifiques internationales et régionales, pour aider les correspondants à établir des réseaux et à partager les avis scientifiques.

Le LESOTHO a mis en exergue l'impact intentionnel de la CLD d'améliorer les moyens de subsistance des communautés qui vivent dans les zones arides. Le SOUDAN a mis en garde que la concrétisation de cet impact exige le traitement d'éléments extérieurs à la CLD. Le MEXIQUE a proposé de publier, sur l'Internet, les résultats du CRIC et un classement mondial des pays les plus touchés par la désertification.

EXAMEN DE LA STRUCTURE DES REUNIONS FUTURES DU CRIC: Le Secrétariat a introduit les options offertes pour la future structure des réunions du CRIC (ICCD/CRIC(7)/4). L'intervenant a proposé que les indicateurs de performance soient revus tous les deux ans et les indicateurs d'impact, tous les quatre ans. Le Tchad, au nom du GROUPE AFRICAIN, a fait part de son appui à la structure proposée.

Le Chili, au nom du GRULAC, et la Géorgie, au nom de l'ECE, ont plaidé pour le traitement de toutes les régions sans outre délai, assorti d'une évaluation de la mise en application de la Stratégie, tous les deux ans, et de la Convention, à travers les profils et indicateurs d'impact applicables à la désertification, à l'érosion des sols et à la sécheresse, tous les quatre ans. L'UE a exprimé sa préférence: pour la tenue de réunions intersessions du CRIC dans un style de forum d'apprentissage; pour des sessions du CRIC tenues durant celles de la CdP, consacrées à l'évaluation de la mise en application et assorties de rapports annuels sur l'état d'avancement des Objectifs opérationnels et de la communication des données, et de rapports quadriennaux sur l'état d'avancement des Objectifs stratégiques; et pour des réunions, tenues durant les intersessions du CRIC, focalisées sur les Objectifs stratégiques. Le BRESIL a proposé: que des réunions de coordination régionales précèdent les réunions du CRIC; que le CRIC procède à l'évaluation de la mise en œuvre de la CLD et du fonctionnement de ses organes; et que deux des cinq segments du CRIC soient consacrés à l'évaluation de la performance nationale. Les ETATS-UNIS ont suggéré que les futures sessions du CRIC focalisent sur la Stratégie et que les indicateurs soient réexaminés tous les quatre ans, et ont apporté leur appui à la structure du CRIC, mais avec une revue des indicateurs globaux ajoutés. La représentante a précisé que différents indicateurs seraient réexaminés dans quatre ans, mais que les mêmes indicateurs seraient évalués pour l'ensemble des organes et parties de la CLD, au cours de chaque session d'évaluation.

La THAÏLANDE, le CANADA, le Chili, au nom du GRULAC, et d'autres ont plaidé pour la tenue des réunions intersessions du CRIC et du CST, l'une immédiatement à la suite de l'autre ou en parallèle. Le délégué d'Antigua et Barbuda, au nom du G-77/CHINE, a souhaité savoir si la tenue des sessions du CST et du CRIC, l'une immédiatement à la suite de l'autre, était une décision visant à faire une économie de coûts ou une décision d'ordre stratégique. Le Chili, au nom du GRULAC, a apporté son

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alexandra Conliffe, Wagaki Mwangi, Lynn Wagner, Ph.D., et Kunbao Xia. Edition numérique: Ángeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2008, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La version française du *Bulletin* est financée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), et la version espagnole, par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la CRIC 7 de la CCD et à la Session extraordinaire du CST, peut être contactée par courriel à <lynn@iisd.org>.

appui à la proposition stipulant que le MM devrait présenter ses rapports en même temps que d'autres organes de la Convention. La Géorgie, au nom de l'ECE, a déclaré que des rapports émanant du FEM, du MM et du Secrétariat devraient être présentés aux réunions du CRIC. La GUINEE EQUATORIALE a déclaré qu'il est nécessaire de rattacher le MM au FEM, et que le FEM devrait soumettre des rapports au CRIC.

En référence aux OSC, le PEROU a rappelé aux participants que la CLD est une convention entre des parties et, avec le G-77/CHINE, le JAPON et d'autres, a indiqué que le nombre de jours des réunions intersessions devrait être réduit. L'ARGENTINE, le CANADA, le BRESIL, l'UE et d'autres ont plaidé pour une implication des OSC, le BRESIL suggérant que leur implication devrait se produire tôt dans l'ordre du jour de la session. Un représentant des OSC a encouragé d'affiner la définition du rôle des OSC, en particulier, dans ce qui a trait aux indicateurs.

L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que le CRIC devrait déterminer ses activités et ses résultats requis avant chaque réunion. Le PAKISTAN a suggéré de tirer des enseignements d'autres conventions de Rio pour ce qui est des lignes directrices régissant l'établissement des rapports nationaux. Le MEXIQUE a déclaré que tous les rapports devraient être élaborés au cours d'une seule période du CRIC, et a proposé d'évaluer les aspects touchant à la participation des femmes, dans les rapports nationaux. La CHINE a déclaré que les soumissions devraient contenir des recommandations focalisées. Myanmar, au nom du GROUPE ASIATIQUE, a souligné que l'évaluation de la mise en application des programmes de travail biennaux est manquante dans la structure proposée du CRIC. Le G-77/CHINE a souligné que des lignes directrices régissant l'élaboration des rapports du MM devraient être établies par la CdP 9, pour s'assurer de l'alignement sur la réaffectation à mi-parcours, du Cadre régional d'affectation des fonds du FEM.

La TURQUIE et l'ARGENTINE ont suggéré que le CRIC devrait évaluer également la mise en œuvre de la Convention au niveau régional. Le JAPON a plaidé pour une focalisation sur les résultats de l'application de la Convention. Le SALVADOR a indiqué qu'un soutien financier en rapport avec l'évaluation du CRIC devrait être fourni directement aux organes de coordination nationaux.

EXAMEN DE LA CONTRIBUTION DE LA CST S-1 : Le président du CST, Dar, a présenté l'avis émanant du CST à l'intention du CRIC, concernant la meilleure manière de mesurer les progrès accomplis dans les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 (ICCD/CST (S-1)/5/Add.1).

L'UE a déclaré que le document requiert une application urgente et qu'il devrait indiquer qui doit le mettre en œuvre et suivant quel calendrier. ISRAËL a déclaré que la sélection des indicateurs devrait viser la détermination des indicateurs optimaux, mais peut ne pas satisfaire tous les critères identifiés dans le document. Le VIETNAM a mis en garde contre l'adoption d'indicateurs qui sont utilisés par de multiples entités mais qui sont définis différemment par chacune d'elles, et a encouragé l'adoption des indicateurs les plus appropriés pour la Convention. Le PAKISTAN a demandé au Secrétariat d'examiner les travaux régionaux effectué sur l'élaboration des indicateurs.

Le BURKINA FASO a encouragé le Bureau et le Secrétariat à établir des systèmes visant à promouvoir les correspondants des sciences et technologies et, avec l'INDE, a souhaité avoir des éclaircissements sur la manière de les désigner. L'INDE a demandé si la coopération recommandée Nord-Sud et Sud-Sud devait se produire dans le cadre du CST ou sur une base bilatérale.

Le G-77/CHINE a déclaré que les réunions régionales devraient être financées par le budget central du Secrétariat, et a appelé le MM à s'assurer que des fonds soient mis à disposition pour la couverture de la pleine participation de l'ensemble des régions aux réunions du CST. La représentante a également demandé de mettre des fonds à disposition des régions, pour l'élaboration des lignes de base et des situations initiales nationales, à titre de contribution aux travaux du CST sur les états de référence. L'ARGENTINE a déclaré qu'il est utile d'établir un premier objectif lors du choix des indicateurs, et a mis en relief l'amélioration des capacités et l'harmonisation du processus.

Le Chili, au nom du GRULAC, a souligné l'importance du renforcement des capacités aux niveaux mondial, régional et national. La GUINEE a déclaré que les correspondants des sciences et technologies doivent être dotés des moyens appropriés pour la conduite de leur mission. L'EQUATEUR a suggéré que le CST mène une étude approfondie sur les indicateurs qui existent déjà dans les régions. Le JAPON a demandé que les mesures à moyen terme énumérées dans le document consacré à l'avis du CST sur la mesure des progrès accomplis, soient spécifiées de manière détaillée (ICCD/CST(S-1)/5/Add.1). Le SOUDAN a proposé: des amendements textuels mettant en exergue l'utilisation "des indicateurs directement appropriés disponibles"; que les efforts visent à l'engendrement de nouvelles données et informations fondées sur la recherche scientifique, biophysique et socioéconomique; et une focalisation sur le niveau national.

En réponse aux observations avancées, le président du CST, Dar, a donné un aperçu du processus à suivre pour l'harmonisation des indicateurs et sur les contributions additionnelles à intégrer dans les recommandations devant être soumises à la CdP 9. Il a souligné que, toutefois, la mise en application allait dépendre de la disponibilité des ressources. La plénière a été ajournée tôt pour que le service de traduction simultanée puisse être mis à la disposition du groupe de contact sur les programmes de travail des organes de la Convention.

GROUPE DE CONTACT 1

Présidé par Maria Mbengashe (Afrique du Sud), un groupe de contact sur les programmes de travail des organes de la CLD s'est réuni après la plénière et s'est poursuivi jusqu'à 21h00. Le Groupe a convenu de mener ses travaux de manière fondée sur le mandat et attributions proposés par le Secrétariat, et a entamé l'examen du projet de document révisé contenant une partie du rapport du CRIC à l'intention de la CdP 9. Le Groupe a considéré le texte traitant du cadre programmatique, articulé en six sous chapitres: les recommandations générales, le CST, le CRIC, le MM, le Secrétariat et le PTC des Secrétariat et du MM. Le Groupe a mené, ad referendum, une première lecture, paragraphe par paragraphe, des trois premiers sous-chapitres.

Le débat principal a porté sur le point de savoir s'il fallait attribuer à "quelques" parties, des références particulières sur lesquelles les divergences de vue n'ont pas pu être conciliées, certains participants exprimant des réserves que cela risquait d'afficher une absence de consensus. Parmi ces références, il y a lieu de citer la mobilisation des ressources pour l'évaluation du MM par l'UCI, le soutien à l'approche de gestion fondée sur les ressources et aux unités de coordination régionales, et les réserves exprimées au sujet de l'adéquation des ressources financières destinées à la mise en œuvre. Le Groupe se réunira de nouveau, mercredi, pour examiner le reste des sous-chapitres et procéder à une seconde lecture de la révision de texte.

DANS LES COULOIRS

Au moment où les délégués présentaient leurs déclarations officielles dans la salle plénière de la CRIC 7, une activité se déroulait sur un certain nombre de fronts dans d'autres salles de réunion. Les consultations menées ces quelques derniers jours, impliquant le Bureau du CST et les correspondants des sciences et technologies, ont abouti, croit-on savoir, à l'élaboration d'un projet de questionnaire pour la sollicitation de données concernant les indicateurs qui sont actuellement utilisés dans les pays, assortis d'un calendrier pour la collecte et le collationnement des ces données, à temps pour être examinées par la CdP 9.

En attendant, des groupes de travail issus de chacune des annexes régionales se sont réunis pour échanger leurs vues sur la question des mécanismes de coordination régionale, en préparation des rapports que la CdP 8 leur a demandé d'élaborer sur ces mécanismes éventuels. Certaines régions ont indiqué qu'elles se rapprochaient d'un accord sur leur proposition et qu'elles ont maintenant à examiner le point de savoir si un consultant ou un membre de l'annexe régionale doit élaborer les attributions de ces mécanismes.

LANCEMENT DE LAND-L ANNOUNCEMENT LIST: L'Institut international du développement durable, en coopération avec le Secrétariat de la CLD, a le plaisir d'annoncer le lancement de LAND-L announcement list. Pour votre inscription à LAND-L, consulter http://www.iisd.ca/email/subscribe.htm